

LA CONTRE-RÉVOLUTION INDONÉSIENNE EXPLIQUÉE PAR LE KREMLIN

Il a fallu plus de deux ans à la tendance pro-Moscou du mouvement communiste international pour exprimer un avis d'ensemble sur la victoire de la contre-révolution en Indonésie. Pour ce faire, le Kremlin a dû fabriquer une scission — apparemment fort réduite — du Parti communiste d'Indonésie (P.K.I.), appelée « Groupe marxiste-léniniste du Parti communiste indonésien ». Et le quotidien du P.C.F., *l'Humanité*, fournit dans ses numéros des 9 et 11 décembre 1967 les principaux passages d'un « appel » émanant de ce « groupe ».

L'analyse et la stratégie du P.K.I. avaient-elles été correctes ?

L'« Appel du Groupe marxiste-léniniste du P.K.I. » affirme que lors de ses V^e et VI^e Congrès, le P.K.I. avait « correctement défini la société indonésienne à son étape actuelle comme une société coloniale et semi-féodale » et qu'il avait eu raison d'« adopter une tactique qui consistait à développer graduellement, avec circonspection, la lutte révolutionnaire » (*l'Humanité*, 9-12-1967). Il s'en suit que selon le même groupe, la direction du P.K.I. avait eu raison de participer au gouvernement Soekarno.

Partant d'une telle analyse, on est évidemment incapable de comprendre les raisons profondes de la défaite du P.K.I. S'il était correct de caractériser le gouvernement Sukarno comme un gouvernement de la bourgeoisie nationale qui n'appartenait pas au camp de la contre-révolution, comment juger les généraux Suharto et Nasution, qui participaient à ce même gouvernement, aux côtés des dirigeants communistes qu'ils firent par la suite assassiner ?

L'« Appel du G.M.L. » critique la politique d'Aidit en affirmant que « nous nous préoccupions de moins en moins d'étendre les actions révolutionnaires des masses, nous pratiquions une coopération de classe avec la bourgeoisie et par là-même, nous perdions graduellement notre indépendance politique » (*l'Humanité*, 9-12-1967). Fort bien. Mais comment pouvait-on à la fois participer au gouvernement Sukarno et ne pas pratiquer une coopération de classe avec la bourgeoisie dite nationale ? Comment pouvait-on se préoccuper d'étendre les actions révolutionnaires des masses, et en même temps se préoccuper d'un front uni avec la bourgeoisie nationale, qui ne voulait à aucun prix de telles actions ?

En fait, le P.K.I. n'avait-il pas commencé en 1964 à organiser des mobilisations de plus en plus vastes de paysans, avec occupation des terres, et ces mobilisations n'ont-elles pas été arrêtées parce que Sukarno l'avait exigé ? N'était-ce pas là la véritable tournant de la révolution indonésienne, de sa phase ascendante à sa phase de déclin ?

Les auteurs de « l'appel du G.M.L. » n'ont pas le droit de remonter aux sources des erreurs du P.K.I. parce que, ce faisant, ils mettraient en cause non seulement l'fortuné Aidit et ses compagnons de lutte ; ainsi que Mao et son équipe qui couvrit leurs erreurs jusqu'au bout ; mais encore Khroutchchev, le XX^e et le XXII^e Congrès du P.C.U.S., le nouveau programme du P.C.U.S., et toute la tradition stalino-khroutchéviennne sur la « stratégie par étapes » et « gradualiste » de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Car, tout de même, l'erreur tragique commise par la direction du P.K.I. n'est pas nouvelle. Elle fut commise auparavant par la direction du P.C. brésilien. Elle fut commise par la direction du P.C. irakien sous Kassem. Elle fut commise par le P.C. chinois en 1927. Son fondement est bien connu et a été maintes fois dénoncé par le mouvement trotskyste international : c'est la conception selon laquelle les tâches historiques de la révolution démocratique-bourgeoise à l'ordre du jour dans ces pays pourraient être accomplies par d'autres forces que le prolétariat allié à la paysannerie pauvre et dirigé par son parti révolutionnaire.

C'est la conception du « bloc avec la bourgeoisie nationale ». C'est la conception selon laquelle il existerait, entre l'État bourgeois et l'État ouvrier, des formes d'État « intermédiaires », « État de la démocratie nationale ». État d'une double nature comme le disait l'infortuné Aidit. C'est cette conception qui a coûté la vie à un demi-million de communistes, de travailleurs et de paysans pauvres en Indonésie, de même qu'elle avait auparavant coûté des centaines de milliers de victimes dans les pays arabes, en Amérique latine et en Chine. De tout cela, les soi-disant « marxistes-léninistes » indonésiens, prisonniers d'une conception théorique menchevikue de « révolution par étapes », ne peuvent piper mot. Car l'origine de ces conceptions catastrophiques se trouve au Kremlin. Et on ne peut les dénoncer, sans dénoncer Staline, Khroutchchev et le programme adopté au XXII^e Congrès du P.C.U.S.

La « tragédie indonésienne » fut-elle causée par le fait que le P.K.I. s'est aligné sur Pékin ?

Ne pouvant découvrir les origines théoriques et pratiques de leurs défaites, les communistes indonésiens pro-Pékin ont évidemment besoin d'un bouc émissaire. Celui-ci apparaît dès lors sous le masque des dirigeants de Pékin.

Les auteurs de l'« Appel » ont raison quand ils disent que « les camarades chinois ne demandaient pas mieux que de tirer parti des côtés positifs et négatifs du président Sukarno » (*l'Humanité*, 9-12-1967). Il est vrai que les dirigeants chinois ont entièrement couvert la ligne opportuniste d'Aidit, et sa subordination systématique du P.K.I. sous la direction bourgeoise de Sukarno. S'il faut encore une preuve de la responsabilité personnelle de Mao Tsé-toung pour cet appui opportuniste, on peut la trouver dans le message que Mao envoya le 20 mai 1965 (six mois avant la victoire de la contre-révolution !) au Comité central du P.K.I., pour célébrer le 45^e anniversaire de ce parti.

Dans ce message il affirme que « le comité central du Parti communiste d'Indonésie, avec à sa tête le camarade N.D. Aidit, a appliqué et développé de manière habile [sic] et créatrice le marxisme-léninisme à la lumière de la pratique révolutionnaire de son propre pays » ; qu'il a « défini en toute indépendance sa ligne et sa politique révolutionnaires, conformément aux intérêts fondamentaux du peuple indonésien, et conduit de victoire en victoire [sic] la lutte révolutionnaire en Indonésie ». Il proclame d'ailleurs l'unité révolutionnaire du P.C. chinois et du P.K.I. et affirme qu'il se tiendra « inflexiblement » aux côtés du C.C. du P.K.I. (*Pékin-Information*, 3^e année, n^o 22, 31 mai 1965, p. 6). Ceux qui proclament avec emphase la nécessité pour les révolutionnaires de se « soumettre intégralement » à la pensée de Mao Tsé-toung, d'en accepter « la suprématie complète », « sans réserves », auront quelque difficulté à affirmer que la tâche d'un communiste indonésien en mai 1965 eût été de suivre l'appel de Mao. Cet appel lui enjoignait en effet de s'engager dans une voie qui a conduit à un désastre effroyable : 500.000 révolutionnaires et hommes du peuple assassinés par la contre-révolution triomphante...

Ceci dit, si le Kremlin et ses porte-parole indonésiens ont beau jeu de dénoncer la responsabilité de Pékin dans

PAR

E. GERMAIN

la défaite indonésienne — Pékin couvrit les erreurs d'Aidit à la fois pour acheter l'alliance du P.K.I. contre Moscou, et pour « exploiter » les sorties démagogiques de Sukarno contre l'O.N.U. et l'impérialisme britannique — cette dénonciation couvre une marchandise plus que suspecte. En effet, en quoi donc Pékin aurait-il influencé dans un mauvais sens les dirigeants du P.K.I. ? Essentiellement selon « l'Appel du G.M.L. », en ce que « la révolution indonésienne fut transformée en champ d'essai de la politique aventuriste de ce parti [le P.C. chinois]... La conception subjective selon laquelle la révolution ne triomphera que par la voie armée, avait sur nous une influence hypnotisante : nous avons brusquement modifié notre orientation révolutionnaire dans un sens erroné. Cette position révisionniste « de gauche » est devenue, pour ainsi dire, le prélude théorique à l'aventure tragique connue sous le nom du « Mouvement du 30 septembre » (*l'Humanité*, 9 décembre 1967).

En d'autres termes : le P.C. chinois serait responsable de la défaite indonésienne parce qu'il aurait infléchi vers la gauche, de manière, aventuriste, et en faveur de la

« Il n'aurait pas fallu prendre les armes »

Bien mieux : les auteurs de l'appel du G.M.L. affirment que la conspiration de Suharto et de Nasution aurait pu être déjouée par « un front commun de lutte opposé au Conseil des généraux, l'Indonésie aurait connu un immense progrès politique, les forces nationales progressistes se seraient consolidées, et un gouvernement de coopération [sic], enjeu d'une lutte prolongée, aurait été formé » (*l'Humanité*, 11 décembre 1967). On croit rêver !

Voilà des généraux, contrôlant les divisions les plus aguerries et les mieux équipées de l'armée, qui préparent pour le 1-2 octobre un coup d'État, qui s'apprêtent à arrêter et sans doute à assassiner les dirigeants communistes et progressistes. Comment déjouer ce complot ? En appelant les masses à la mobilisation générale et à l'armement ? Que non, répondent les khroutchéviens indonésiens. Ce serait faire preuve de « zèle révolutionnaire excessif [sic], de volonté de vaincre le plus rapidement possible, de tentative injustifiée de forcer l'avènement de la révolution ». (*l'Humanité*, 11 décembre 1967).

Non, mieux vaut constituer « un front de lutte » — évidemment pacifique. Avec qui ? Avec Sukarno et ses comparses ? Mais ce front-là existait depuis de longues années ! Le « gouvernement de coopération » existait déjà, lui aussi. C'est précisément parce que ce « front » et ce « gouvernement » étaient paralysés, et que les masses commençaient à s'en détourner, que la réaction se risquait à préparer un coup d'État. Croire pouvoir déjouer ce coup d'État par la « coexistence pacifique », des appels à la « coopération » ou des violences purement verbales, c'est tout de même une utopie, ainsi que nous l'enseigne toute l'histoire des luttes de classe. Le complot de Nasution-Suharto ne pouvait être déjoué que par la mobilisation et l'armement la plus large des masses, que par l'initiative révolutionnaire audacieuse, l'appel à l'occupation des terres et à la désertion des soldats des divisions réactionnaires. Mais cela, justement, Sukarno n'en voulut pas. Les khroutchéviens n'en veulent pas non plus. C'est pourquoi leur défaite fut inévitable.

Incapables de tirer les conclusions de cette défaite, les droitiers khroutchéviens du P.K.I. affirment même encore aujourd'hui que « le Parti doit revenir dans la bonne voie qui est celle de la création du front d'union nationale. Il importe d'accroître l'influence du Parti dans les masses populaires, en utilisant toutes les formes de lutte, légales [sic] et illégales » (*l'Humanité*, 11 décembre 1967). Et le but ? Ets-ce le partage des terres, la révolution agraire, qui est la revendication fondamentale de l'immense majorité de la population indonésienne ? Non ! Il s'agit de conquérir « les droits démocratiques et le progrès social », il s'agit de « combattre pour que l'Indonésie reste [sic] dans le camp anti-impérialiste et pacifique, et maintienne [re-sic] de bons rapports avec les pays socialistes » (*l'Humanité*, 11 décembre 1967).

lutte armée, la politique du P.K.I. : tel est l'avis du Kremlin et de ses portes-parole indonésiens !

Or, que ressort-il de la description des événements qui ont précédé immédiatement la tentative avortée d'insurrection du lieutenant-colonel Untung ? S'il faut en croire *l'Humanité* du 11 décembre 1967, le conseil des généraux dirigé par Nasution et Suharto avait bel et bien mis en place une conspiration pour s'emparer du pouvoir. La crise économique s'aggravait. « Les forces révolutionnaires et progressistes ont plus d'une fois tenté de trouver une issue, mais leurs efforts ont été vains, en raison [sic] du sabotage de la réaction intérieure, de l'accroissement sans précédent des crédits militaires, du gaspillage des fonds publics etc. » (ibidem). Ces « difficultés » avaient suscité un mécontentement général.

En d'autres termes : l'équilibre instable entre les classes sur lequel s'appuyait le gouvernement bonapartiste de Sukarno, avec l'aide et l'assistance du P.K.I., était en train de se rompre. Les dirigeants du P.K.I. et les inspirateurs de Moscou et de Pékin remarquaient avec consternation que la réaction intérieure sabotait la révolution (sans doute s'attendaient-ils à voir un jour triompher une révolution non pas contre le sabotage mais avec l'appui de la réaction intérieure et extérieure !). Leur politique était arrivée dans une impasse. La réaction en profitait en vue de renverser le régime Sukarno à sa faveur : voilà le sens de la conspiration des généraux.

Pris au piège de sa politique de front unique avec la bourgeoisie « nationale », Aidit et ses amis constatèrent trop tard qu'ils risquaient d'être écrasés. Ils opérèrent un tournant de dernière minute en vue d'une mobilisation révolutionnaire des masses (les appels lancés lors de la célébration du 45^e anniversaire du P.K.I. et lors du Congrès du Syndicat des ouvriers agricoles dont le G.M.L. ne parle guère). Mais des appels, tout en élevant les masses et en accélérant les préparatifs du coup d'État contre-révolutionnaire, n'étaient accompagnés d'aucune préparation systématique à un soulèvement, à la lutte armée, ne fût-ce qu'à des fins d'auto-défense. Voilà pourquoi les militaires progressistes autour du lieutenant-colonel Untung firent une dernière tentative désespérée de redresser la situation par un contre-putsch, tentative qui devait échouer. Voilà pourquoi les cadres du P.K.I. se laissèrent arrêter et massacrer par milliers, sans opposer de résistance, ce qui provoqua une immense démoralisation à la base.

La cause fondamentale, ce fut la fausse théorie sur « l'État de démocratie nationale », l'incompréhension de la nature de l'État indonésien, l'incompréhension de la nature de l'armée, qui paralysèrent complètement le prolétariat et les paysans pauvres au moment décisif. S'il y a eu « aventurisme » et « putschisme », ce ne fut qu'un sous-produit désespéré de ce courant fondamental. Et celui-ci, qui n'était pas dû principalement au P.C. chinois, les auteurs de l'appel du G.M.L. ne peuvent guère le mettre en cause !

Ici le ridicule le dispute à l'odieux ; on aura rarement lu prose plus scandaleuse sous la plume de « communistes ». En contemplant ces phrases, on se demande à quel pays elles s'appliquent ; peut-être à cette bonne petite république démocratique bourgeoise de Finlande, « neutre », où le P.C. collabore au gouvernement et fait adopter une dévaluation qui abaisse le standing de vie des masses ? Mais il ne s'agit pas d'un pays à régime démocratique bourgeois, où cette même ligne, tout en conservant évidemment son caractère ultra-opportuniste, réformiste et de collaboration de classe, conserve un semblant de « réalisme » dans l'immédiat. Non, il s'agit de l'Indonésie, pays qui gémit sous une dictature féroce, où 500.000 communistes ont été massacrés, où d'autres centaines de milliers sont en prison, où les chefs corrompus sont des agents ouverts et avoués de l'impérialisme et font le tour du monde pour mendier des capitaux et des crédits impérialistes. Il s'agit d'un pays dont les meilleurs communistes ont développé la seule réponse possible à la terreur féroce, qui est la guerre des guérillas, et reçoivent un appui politique de Pékin (ce qui confirme qu'il y a quand même une différence entre la ligne de Pékin et celle de Moscou en ce qui concerne leurs potentialités révolutionnaires, dans la situation internationale concrète d'aujourd'hui, et ceci quelles que soient les insuffisances majeures de cette ligne maoïste). Et ce pays « doit rester dans le camp « anti-impérialiste » ?

La rédaction de *l'Humanité* se jette avec avidité sur ce texte répugnant, et y voit tout de suite une arme contre les Cubains et l'OLAS. Elle conclut (*l'Humanité*, 11 décembre 1967) que « le fait d'utiliser la forme armée n'est pas en soi suffisant pour garantir le succès. Bien au contraire, dans la mesure où la lutte armée n'est pas adaptée aux conditions et aux circonstances des différents pays, elle peut conduire à l'échec et au recul. Ce qui est [sic] le cas de l'Indonésie ».

L'hebdomadaire américain *Newsweek* (25 décembre 1967) nous donne une description succincte et fort impressionnante de ce « cas », de ce régime indonésien avec lequel il faut « coexister pacifiquement » et qu'il faut « maintenir dans le camp anti-impérialiste ». Il publie le récit du récent massacre de la population chinoise sur l'île de Kalimanta (Bornéo), avec des crânes d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés qui traînent partout. Cinquante mille réfugiés chinois sont enfermés dans des camps de concentration et essayent de vendre leurs enfants aux rares passants, afin de sauver leurs vies. Mais contre ces monstres sanguinaires, il n'y a que la « voie pacifique » qui aura du succès, comme l'exemple d'Hitler nous a enseigné à tous, nous disent les sages du Kremlin. Il est vrai que le même *Newsweek* nous explique que l'armée indonésienne conduit ses actions anti-guérilla à l'aide d'hélicoptères soviétiques. Ceci explique sans doute cela.